

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 24 JANVIER 2008 CONCERNANT LA PREPENSION CONVENTIONNELLE A PARTIR DE 58 ANS

I. CHAMP D'APPLICATION

Neerlegging-Dépôt: 29/01/2008
Regist.-Enregistr.: 11/02/2008
N°: 86808/CO/109

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, y compris les ouvriers et ouvrières à domicile.

II. PORTEE ET DUREE

Article 2

La présente convention collective de travail vise la continuation de l'application du régime de la prépension conventionnelle à partir de 58 ans durant la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2009, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1992 relatif à l'octroi d'indemnités de chômage en cas de prépension conventionnelle et de l'arrêté royal du 3 mai 2007 réglant la prépension conventionnelle dans le cadre du Contrat de solidarité entre générations.

Article 3

En exécution de l'article 3, 3° des statuts, fixés par la convention collective de travail du 23 avril 1979, conclue au sein de la Commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, portant coordination des statuts du Fonds social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, il est octroyé aux ouvriers et ouvrières visés à l'article 4 une indemnité complémentaire, dont le montant et les modalités d'octroi et de liquidation sont fixés ci-après, à charge du fonds susmentionné, en faveur des travailleurs qui accèdent au régime de prépension pendant la période du 1er janvier 2008 au 31 décembre 2009.

III. CONDITIONS POUR AVOIR DROIT A L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 4

L'indemnité complémentaire visée à l'article 3 comprend l'octroi d'avantages similaires, tels que prévus dans la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 et modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail n° 17 tricies du 19 décembre 2006.

Cette indemnité complémentaire est octroyée aux ouvriers et ouvrières licenciés, à savoir aux ouvriers et ouvrières qui sont mis involontairement au chômage et dont le délai de préavis ou la période couverte par l'indemnité de préavis prend fin au plus tard le 31 décembre 2009 et qui, à la fin du délai de préavis ou de la période couverte par l'indemnité de préavis, ont atteint l'âge de 58 ans ou plus entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2009.

Pour l'application de l'alinéa précédent, il n'est pas tenu compte de la prolongation du délai de préavis en application des articles 38, § 2 et 38 bis de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Article 5

Les ouvriers et ouvrières qui satisfont aux conditions d'âge imposées par l'article 4 entrent en ligne de compte pour l'indemnité complémentaire mentionnée dans ce même article 4, si, en sus des conditions prévues par la réglementation du chômage pour pouvoir bénéficier de la prépension conventionnelle, ils peuvent aussi apporter la preuve :

- soit d'une occupation ininterrompue d'au moins 2 ans précédant immédiatement le licenciement, qui donne droit à la prépension, dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection;
- soit d'une carrière d'au moins 10 années d'occupation dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, à l'expiration du contrat de travail dans une entreprise ressortissant à la commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection..

Article 6

Les ouvriers et ouvrières qui satisfont aux conditions fixées aux articles 4 et 5, pour autant qu'ils reçoivent des allocations de chômage en application de la réglementation sur la prépension conventionnelle, ont droit à l'indemnité complémentaire jusqu'à la date où ils atteignent l'âge légal de la retraite.

Ce régime vaut également pour les travailleurs qui seraient temporairement sortis du système et qui voudraient à nouveau en bénéficier pour autant qu'ils reçoivent à nouveau les indemnités légales de chômage.

Article 7

Le régime s'applique également aux ouvriers et ouvrières qui, après avoir abandonné temporairement le régime, souhaiteraient à nouveau y accéder.

Sont également applicables, les dispositions de l'article 4bis et de l'article 4 quater de la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil National du Travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de licenciement, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 16 janvier 1975 et modifiée pour la dernière fois par la convention collective de travail n° 17 tricies du 19 décembre 2006.

IV. MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 8

Le montant de l'indemnité complémentaire est égal à la moitié de la différence entre le salaire net de référence et l'allocation de chômage.

Article 9

Le salaire net de référence est égal au salaire mensuel brut, plafonné à 3.325,20 € au 1^{er} janvier 2008 et diminué des cotisations personnelles de sécurité sociale et de la retenue fiscale.

Le plafond de 3.325,20 € est lié à l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971, organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Par ailleurs, ce plafond est revu le 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'évolution des salaires réglementaires, conformément à ce qui est décidé à leur sujet au sein du Conseil National du Travail.

La rémunération nette de référence est arrondie à l'euro supérieur.

Article 10

§ 1 Le salaire brut comprend les primes contractuelles qui sont liées directement aux prestations effectuées par les ouvriers et les **ouvrières**, sur lesquelles s'opèrent des retenues pour la sécurité sociale et dont la périodicité de paiement n'excède pas le mois. Il comprend également les avantages en nature qui sont soumis à des retenues pour la sécurité sociale.
Par contre, les primes ou indemnités octroyées en contrepartie de coûts réels ne sont pas prises en considération.

§ 2 Pour l'ouvrier ou l'ouvrière payé(e) au mois, l'on considère comme salaire brut le salaire qu'il ou elle a gagné pendant le mois de référence visé au § 6 ci-après.

§ 3 Pour l'ouvrier ou l'ouvrière qui n'est pas payé(e) au mois, le salaire brut se calcule sur la base du salaire horaire normal. Le salaire horaire normal s'obtient en divisant le salaire afférent aux prestations normales du mois de référence par le nombre d'heures normales effectuées pendant cette période.

Le résultat ainsi obtenu est multiplié par le nombre d'heures de travail prévu par le régime de travail hebdomadaire de l'ouvrier ou de l'ouvrière. Ce produit, multiplié par 52 et divisé par 12, correspond au salaire mensuel.

§ 4 Le salaire brut de l'ouvrier ou de l'ouvrière qui n'a pas travaillé pendant la totalité du mois de référence se calcule comme s'il (ou elle) avait été présent(e) pendant tous les jours de travail qui tombent dans le mois considéré.

Si, en vertu des dispositions de son contrat de travail, l'ouvrier ou l'ouvrière n'avait dû travailler que pendant une partie du mois de référence et qu'il (ou elle) n'ait pas travaillé pendant toute cette période, le salaire brut se calcule sur la base du nombre de jours de travail fixé dans son contrat de travail.

§ 5 Le salaire brut gagné par l'ouvrier ou l'ouvrière, qu'il soit payé par mois ou d'une autre manière, est majoré d'un douzième du total des primes contractuelles et de la rémunération variable dont la périodicité de paiement n'excède pas le mois et que cet ouvrier ou cette ouvrière a gagné séparément dans le courant des douze mois qui précèdent le licenciement.

§ 6 Comme mois de référence est pris en considération le mois civil précédant la date du licenciement.

§ 7 S'il appert toutefois que le salaire gagné pendant ce mois de référence dépasse le salaire des *douze* mois précédents, par suite d'une majoration salariale qui n'a pas été appliquée sur la base de l'indexation ou sur une base collective conventionnelle, l'indemnité complémentaire sera calculée sur le salaire des *douze* mois qui précèdent le licenciement, augmentée sur la base de l'indexation ou sur une base conventionnelle.

§ 8 Si l'ouvrier ou l'ouvrière bénéficie d'une rémunération variable et au cas où l'application du salaire du dernier mois de référence donnerait lieu à une indemnité complémentaire inférieure à l'indemnité complémentaire calculée sur la base du salaire moyen gagné dans le courant des douze mois qui précèdent le licenciement, l'ouvrier ou l'ouvrière en question pourra prétendre à une indemnité complémentaire qui est calculée sur la base du salaire moyen gagné dans le courant de ces douze mois qui précèdent le licenciement.

Article 11

Si le montant de l'indemnité complémentaire, calculée dans un régime de travail à temps plein conformément aux articles 8 à 10 susmentionnés, est inférieur à 80 €, un montant de **80 €** est prévu à partir du 1^{er} juillet 2005.



V. DROITS DES TRAVAILLEURS A TEMPS PARTIEL

Article 12

Les ouvriers et ouvrières occupés dans un régime de travail à temps partiel avant le licenciement qui ouvre le droit à la prépension, ont droit à l'indemnité complémentaire visée à l'article 4, pour autant qu'ils satisfassent aux conditions fixées aux articles 4 et 5 de la présente convention collective de travail et s'ils ont droit à des allocations de chômage.

L'indemnité complémentaire est calculée sur la base du salaire prévu pour le régime de travail à temps partiel, sauf si l'ouvrier peut se prévaloir des exceptions fixées aux articles 13 et 14 ci-après.

Article 13

L'indemnité complémentaire prévue à l'article 4, qui est accordée aux ouvriers et **ouvrières** qui ont accepté un régime de travail à temps partiel pour échapper au chômage et qui sont restés inscrits comme demandeurs d'emploi à temps plein, sera calculée par rapport au salaire gagné par un ouvrier ou une ouvrière à temps plein et non pas par rapport au salaire pour l'emploi à temps partiel, pour autant que l'ouvrier prouve une occupation à temps plein de 5 ans dans le secteur de l'habillement et de la confection dans une période de 10 ans qui précède la mise à la prépension.

Article 14

L'indemnité complémentaire prévue à l'article 4, qui est accordée aux ouvriers et ouvrières ayant accepté volontairement un emploi à temps partiel dans le secteur de l'habillement et de la confection, sera calculée par rapport au salaire gagné par un ouvrier ou une ouvrière à temps plein et non pas par rapport au salaire pour l'emploi à temps partiel, pour autant que l'ouvrier ou l'ouvrière prouve une occupation à temps plein de 20 ans dans le secteur de l'habillement et de la confection.

Pour les ouvriers et ouvrières qui bénéficient, au moment du licenciement dans le cadre de la convention collective de travail n° 77bis, ter et quater du Conseil National du Travail instituant un régime de crédit-temps, d'une réduction de carrière et d'une diminution des prestations de travail à un emploi à mi-temps, d'une diminution des prestations de travail à une occupation à mi-temps ou d'une diminution des prestations de travail de un cinquième, l'indemnité complémentaire visée à l'article 4 est calculée conformément au salaire brut à temps plein qui aurait été applicable si l'ouvrier ou l'ouvrière n'avait pas bénéficié d'un crédit-temps

VI. ADAPTATION DU MONTANT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE

Article 15

Le montant de l'indemnité complémentaire payée est lié aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, selon les modalités qui sont applicables en matière d'allocations de chômage, conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971. En outre, le montant de cette indemnité est revu annuellement le 1^{er} janvier en fonction de l'évolution des salaires réglementaires, conformément à ce qui est décidé à leur sujet au sein du Conseil National du Travail.

Pour les ouvriers et les ouvrières qui accèdent au régime dans le courant de l'année, l'adaptation se fait sur la base de l'évolution des salaires réglementaires, compte tenu du moment de l'année où ils accèdent au régime; chaque trimestre étant pris en considération pour le calcul de l'adaptation.

VII. CUMUL DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE AVEC D'AUTRES AVANTAGES

Article 16

L'indemnité complémentaire ne peut être cumulée avec d'autres indemnités ou allocations spéciales octroyées en cas de licenciement en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

L'**ouvrier** ou l'ouvrière qui est licencié(e) dans les conditions prévues à l'article 4 doit d'abord épuiser les droits découlant de ces dispositions, avant de pouvoir prétendre à l'indemnité complémentaire prévue à l'article 4.

L'interdiction de cumul formulée à l'alinéa précédent n'est pas applicable à l'indemnité de fermeture, prévue par la loi du 28 juin **1966** relative à l'indemnisation des ouvriers et ouvrières licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

VIII. PROCEDURE DE CONCERTATION

Article 17

Avant de licencier un ou plusieurs ouvriers ou ouvrières visé(e)s à l'article 4, l'employeur se concertera avec les représentants du personnel au conseil d'entreprise ou, à défaut de conseil d'entreprise, avec la délégation syndicale.

A défaut de conseil d'entreprise ou de délégation syndicale, cette concertation a lieu avec les représentants des organisations représentatives des travailleurs ou, à défaut, avec les ouvriers ou ouvrières de l'entreprise.

Avant de prendre une décision en vue de licencier, l'employeur invite en outre l'ouvrier ou l'ouvrière concerné(e) - par lettre recommandée - à un entretien pendant les heures de travail au siège de l'entreprise.

Cet entretien a pour but de donner à l'ouvrier ou l'ouvrière la possibilité de faire connaître ses objections à l'égard du licenciement envisagé par l'employeur. Conformément à la convention collective de travail du 7 mai **1976**, conclue en commission paritaire de l'industrie de l'habillement et de la confection, relative au statut des délégations syndicales, notamment l'article 9, l'ouvrier ou l'ouvrière peut se faire assister par son délégué syndical lors de cet entretien.

Le préavis peut être donné au plus tôt le deuxième jour ouvrable après le jour où cet entretien a eu lieu ou était prévu. Les ouvriers ou ouvrières licencié(e)s ont la possibilité d'accepter ou de refuser le régime complémentaire et par conséquent de faire partie de la réserve de main-d'oeuvre.

IX. PAIEMENT DE L'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE ET DES COTISATIONS SPECIALES

Article 18

Le paiement de l'indemnité complémentaire se fait mensuellement par le Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection.

Le Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection paye également la cotisation spéciale à charge de l'employeur fixée par l'article 268 de la loi-programme du 22 décembre **1989**, par l'article 141 de la loi-programme du 29 décembre **1990** et au chapitre **VI** du Titre **XI** de la loi du 27 décembre 2006 contenant des dispositions spéciales. (I).

L'indemnité complémentaire continue d'être versée en cas de reprise du travail de l'intéressé(e).

X. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Les formalités administratives nécessaires à l'exécution de la présente convention collective sont fixées par le conseil d'administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection. La demande pour pouvoir bénéficier de l'indemnité complémentaire à charge du Fonds Social de Garantie est effectuée par l'ouvrier ou l'ouvrière ou par une organisation des travailleurs représentée dans la commission paritaire.

Article 20

Les difficultés d'interprétation générale de la présente convention collective de travail peuvent être réglées par le conseil d'administration du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection, par référence à et dans l'esprit de la convention collective de travail du 19 décembre 1974 précitée.

Article 21

S'il s'avère que les données mentionnées sur le document délivré par les services du chômage ne sont pas conformes aux dispositions de la réglementation relative au chômage et/ou aux dispositions mentionnées dans la présente convention collective de travail, le Directeur du Fonds Social de Garantie de l'industrie de l'habillement et de la confection informera sans délai l'**Office** National de l'Emploi, afin d'arriver à un calcul correct de la prépension due.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST
VAN 24 JANUARI 2008
BETREFFENDE HET CONVENTIONEEL BRUGPENSIOEN
VANAF 58 JAAR**

I. TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeid(st)ers met inbegrip van de huisarbeid(st)ers van de **ondernemingen welke** onder het Paritair Comité voor het Kleding- en confectiebedrijf ressorteren.

II. DRAAGWIJDTE EN DUUR

Artikel 2

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst heeft **tot** doel de verderzetting van de toepassing van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van **58** jaar gedurende de **periode** van 1 januari 2008 **tot** 31 december 2009, **overeenkomstig** de bepalingen van het koninklijk besluit van 7 december 1992 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in **geval** van conventioneel brugpensioen en van het koninklijk besluit van 3 mei 2007 **tot** regeling van het conventioneel brugpensioen in het kader van het generatiepact.

Artikel 3

In uitvoering van artikel 3, 3° van de statuten, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 1979, gesloten in het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf, houdende **coördinatie** van de statuten van het Sociaal Waarborgfonds voor het kleding- en confectiebedrijf, **wordt** aan de arbeid(st)ers, bedoeld in artikel 4, een aanvullende vergoeding - waarvan het bedrag en de wijzen van toekenning en uitkering hierna zijn vastgesteld - toegekend ten **laste** van genoemd Fonds voor de arbeid(st)ers die in het systeem van het brugpensioen treden tijdens de **periode** van 1 januari 2008 **tot** 31 december 2009.

III. VOORWAARDEN OM RECHT TE HEBBEN OP DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 4

De in artikel 3 bedoelde aanvullende vergoeding behelst het toekennen van gelijkaardige voordelen, **als** voorzien bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, **tot invoering** van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van **sommige** bejaarde **werknemers** indien zij worden **ontslagen**, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van **16 januari 1975** en laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 tricies van **19 december 2006**.

Deze aanvullende vergoeding wordt toegekend aan de arbeid(st)ers die ontslagen worden, met andere woorden aan arbeid(st)ers die ongewild werkloos worden gesteld en van wie de **opzeggingstermijn** of de **periode gedekt** door de opzeggingsvergoeding een einde **neemt** uiterlijk op 31 december 2009 en die, op het einde van de opzeggingstermijn of de **periode** gedekt door de opzeggingsvergoeding de leeftijd van 58 jaar of ouder bereikt hebben tussen 1 januari 2008 en 31 december 2009.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt geen rekening gehouden met de verlenging van de opzeggingstermijn doorgevoerd in toepassing van de artikelen 38, § 2 en 38bis van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Artikel 5

De arbeid(st)ers die voldoen aan de door artikel 4 vereiste leeftijdsvoorwaarden komen in aanmerking voor de in hetzelfde artikel 4 vermelde aanvullende vergoeding indien zij, bovenop de in de werkloosheidsreglementering vereiste voorwaarden om te kunnen genieten van conventioneel brugpensioen, tevens het bewijs kunnen voorleggen van:

- hetzij een ononderbroken tewerkstelling van minstens 2 jaar onmiddellijk voor het ontslag, dat het recht op brugpensioen opent, in één of meerdere ondernemingen ressorterend onder het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf.
- hetzij een loopbaan van minstens 10 jaar tewerkstelling in ondernemingen ressorterend onder het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf, na beëindiging van de arbeidsovereenkomst in een onderneming ressorterend onder het Paritair Comité voor het kleding- en confectiebedrijf.

Artikel 6

De arbeid(st)ers, die voldoen aan de in de artikelen 4 en 5 bepaalde voorwaarden, hebben, voor zover zij werkloosheidsuitkeringen ontvangen in toepassing van de reglementering betreffende het conventioneel brugpensioen, recht op de aanvullende vergoeding tot op de datum dat zij de leeftijd bereiken waarop zij wettelijk pensioengerechtigd zijn.

De regeling geldt eveneens voor de werklieden die tijdelijk uit het stelsel zouden getreden zijn en die nadien opnieuw van de regeling wensen te genieten, voorzover zij opnieuw de wettelijke werkloosheidsvergoeding ontvangen.

Artikel 7

De regeling geldt eveneens voor de arbeid(st)ers die tijdelijk uit het stelsel zouden zijn getreden en die nadien opnieuw de regeling wensen te genieten.

Tevens zijn de bepalingen van artikel 4 bis en van artikel 4 quater van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975 en laatst gewijzigd bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 tricies van 19 december 2006 toepasselijk.

IV. BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 8

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is gelijk aan de helft van het verschil tussen het netto-referteloan en de werkloosheidsuitkering.

Artikel 9

Het netto-referteloan is gelijk aan het bruto-maandloon, begrensd tot 3325,20 EURO op 1 januari 2008 en verminderd met de persoonlijke sociale zekerheidsbijdrage en de fiscale inhouding.

De grens van 3325,20 EURO is gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971, houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen,

pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale **uitkeringen**, de bezoldigingsgrenzen **waarmee** rekening dient **gehouden** bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op **sociaal** gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de **consumptieprijsen** worden gekoppeld. Deze grens wordt daarenboven op 1 januari van elk jaar herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen, **overeenkomstig** hetgeen dienaangaande wordt beslist in de Nationale Arbeidsraad. Het **netto-referteloan** wordt op de hogere euro afgerond.

Artikel 10

§ 1 Het **brutoloon omvat** de contractuele premies die rechtstreeks gebonden zijn aan de door de arbeid(st)ers verrichte prestaties waarop inhoudingen voor sociale zekerheid worden gedaan en waarvan de periodiciteit van betaling geen **maand** overschrijdt. **Het omvat ook de** voordelen in natura die aan inhoudingen voor sociale zekerheid onderworpen zijn. Daarentegen worden de premies of vergoedingen die **als** tegenwaarde van werkelijke kosten worden verleend niet in aanmerking genomen.

§ 2 Voor de per maand betaalde arbeider(st)er wordt als brutoloon beschouwd, het **loon** dat hij (zij) gedurende de in navolgende § 6 bepaalde **refertemaand** heeft verdiend.

§ 3 Voor de arbeid(st)er die niet per maand wordt betaald, wordt het brutoloon berekend op **grond** van het normale uurloon. Het normale uurloon wordt bekomen door het loon **voor** de normale prestaties van de refertemaand te **delen** door het aantal tijdens die **periode** gewerkte normale uren.

Het **aldus** bekomen resultaat wordt **vermenigvuldigd** met het aantal arbeidsuren, bepaald bij de wekelijkse arbeidstijdregeling van de arbeid(st)er. Dat product vermenigvuldigd met 52 en gedeeld door 12, **stemt** overeen met het maandloon.

§ 4 Het brutoloon van de arbeid(st)er die gedurende de ganse refertemaand niet heeft gewerkt, wordt berekend **alsof** hij (zij) aanwezig was geweest op **alle** werkdagen die in de beschouwde maand **vallen**.

Indien de **arbeid(st)er**, krachtens de bepalingen van zijn (haar) arbeidsovereenkomst slechts gedurende een gedeelte van de referentiemaand **moet** werken en hij (zij) al die tijd niet heeft gewerkt, wordt het brutoloon berekend op grond van het aantal werkdagen dat in zijn (haar) arbeidsovereenkomst is vastgesteld.

§ 5 Het door de arbeid(st)er verdiende brutoloon, ongeacht of het per maand of op een andere wijze wordt betaald, wordt **vermeerderd** met één twaalfde van **het totaal** der contractuele premies en van de veranderlijke bezoldiging waarvan de periodiciteit van betaling geen maand overschrijdt en door die arbeid(st)er in de **loop** van de **twaalf** maanden die aan het ontslag voorafgaan afzonderlijk werden ontvangen.

§ 6 Als refertemaand wordt de **kalendermaand**, die de **datum** van het ontslag voorafgaat, in aanmerking genomen.

§ 7 Indien evenwel **blijkt** dat het tijdens deze refertemaand verdiende loon **hoger ligt** dan het loon van de vorige twaalf maanden ten gevolge van een loonsverhoging, die niet op indexiële of op collectieve conventionele basis heeft plaatsgevonden, **zal** de aanvullende vergoeding berekend worden op het loon van twaalf maanden **vóór** het ontslag, verhoogd op indexiële en conventionele basis.

§ 8. Indien de arbeid(st)er een variabel loon geniet, en de toepassing van het loon van de laatste refertemaand zou leiden **tot** een lagere aanvullende vergoeding dan een aanvullende vergoeding, berekend op basis van het gemiddelde loon verdiend tijdens de twaalf maanden voorafgaand aan het ontslag, kan de arbeid(st)er in kwestie aanspraak **maken** op een aanvullende vergoeding die berekend wordt op basis van het gemiddeld loon verdiend tijdens deze twaalf maanden, voorafgaand aan het ontslag.

Artikel 11

Indien het **bedrag** van de aanvullende vergoeding, in een voltijdse arbeidsregeling berekend overeenkomstig **hogervermelde** artikelen 8 **tot** en met 10, **lager ligt dan** 80,00 EURO, wordt vanaf 1 juli 2005 een bedrag van 80,00 EURO voorzien.

V. RECHTEN DEELTIJDSE ARBEID(ST)ERS

Artikel 12

Arbeid(st)ers die tewerkgesteld zijn in een deeltijdse arbeidsregeling **vóór** het ontslag dat het recht op brugpensioen opent, hebben recht op de in artikel 4 bedoelde aanvullende vergoeding voor zover zij de voorwaarden vervullen bepaald bij de artikelen 4 en 5 van onderhavige **collectieve arbeidsovereenkomst** en indien zij recht hebben op werkloosheidsuitkeringen.

De aanvullende vergoeding **wordt** berekend op basis van het **loon** voor de deeltijdse arbeidsregeling tenzij de arbeider(st)er zich kan beroepen op de uitzonderingen bepaald bij de **hiernavolgende** artikelen 13 en 14.

Artikel 13

De in artikel 4 bedoelde aanvullende vergoeding - die toegekend wordt aan de arbeid(st)ers die een deeltijdse arbeidsregeling hebben aanvaard **om** aan de werkloosheid te ontsnappen en die ingeschreven gebleven zijn **als** voltijds werkzoekende - **zal** berekend worden overeenkomstig het loon verdiend door een voltijdse arbeid(st)er en niet overeenkomstig het loon van de deeltijdse tewerkstelling, voor zover de arbeid(st)er een voltijdse tewerkstelling van 5 jaar in de kleding- en confectienijverheid **bewijst** tijdens een periode van 10 jaar die de brugpensioenstelling voorafgaat.

Artikel 14

De in artikel 4 bedoelde aanvullende vergoeding, die toegekend wordt aan de arbeid(st)ers die vrijwillig een deeltijdse betrekking in de kleding- en confectienijverheid hebben aanvaard, zal berekend worden overeenkomstig het loon verdiend door een voltijdse arbeid(st)er en niet overeenkomstig het loon van de deeltijdse tewerkstelling voor zover de arbeid(st)er in het beroepsverleden 20 jaar voltijdse tewerkstelling in de kleding- en confectienijverheid kan bewijzen.

Voor de arbeid(st)ers die op het ogenblik van het ontslag in het kader van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis, ter en quater van de Nationale Arbeidsraad **tot** invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en **vermindering** van de arbeidsprestaties **tot** een **halftijdse** betrekking, een vermindering van de arbeidsprestaties **tot** een halftijdse betrekking **of** een vermindering van de arbeidsprestaties met één vijfde genieten, wordt de in artikel 4 bedoelde aanvullende vergoeding berekend overeenkomstig het voltijds bruto loon **dat** van toepassing zou zijn geweest indien de arbeid(st)er geen tijdskrediet had genoten.

VI. AANPASSING VAN HET BEDRAG VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING

Artikel 15

Het bedrag van de uitgekeerde aanvullende vergoeding wordt gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer der **consumptieprijsen**, volgens de **modaliteiten** die van toepassing zijn inzake werkloosheidsuitkeringen, overeenkomstig de bepalingen van **voormelde** wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze vergoeding wordt daarenboven **elk** jaar op 1 januari herzien in functie van de ontwikkeling van de regelingslonen overeenkomstig hetgeen dienaangaande wordt beslist in de Nationale Arbeidsraad.

Voor de arbeid(st)ers die in de **loop** van het **jaar tot** de regeling toetreden wordt de aanpassing op **grond**

van het verloop van de regelingslonen **verricht**, rekening houdend met het **ogenblik** van **het jaar waarop zij** in het stelsel treden; **elk** kwartaal wordt in **aanmerking** genomen voor de berekening van de aanpassing.

VII. CUMULATIE VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING MET ANDERE VOORDELEN

Artikel 16

De aanvullende vergoeding **mag** niet worden gecumuleerd met andere, **wegens** ontslag verleende **speciale** vergoedingen of toeslagen die worden toegekend krachtens wettelijke of **reglementaire** bepalingen.

De arbeid(st)ers die onder de in **artikel 4** voorziene voorwaarden worden **ontslagen**, **moeten eerst de uit die** bepalingen voortvloeiende rechten **uitputten**, alvorens aanspraak te kunnen **maken** op de in artikel 4 voorziene aanvullende vergoeding.

Het in het voorgaande **lid geformuleerde cumulatieverbod** is niet van toepassing op de sluitingsvergoeding, voorzien bij de wet van **28 juni 1966** betreffende de schadeloosstelling van de arbeid(st)ers die ontslagen worden bij sluiting van **ondernemingen**.

VIII. OVERLEGPROCEDURE

Artikel 17

Vooraleer één of **meerdere** arbeid(st)ers, bedoeld bij artikel 4, te ontslaan, **pleegt de** werkgever overleg met de vertegenwoordigers van het personeel in de ondernemingsraad of, bij **ontstentenis daarvan**, met de **vakbondsafvaardiging**.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of van **vakbondsafvaardiging**, heeft dit overleg plaats met de vertegenwoordigers van de representatieve arbeid(st)ersorganisaties of, bij ontstentenis, met de arbeid(st)ers van de **onderneming**.

Vooraleer een beslissing **tot** ontslag te **nemen** nodigt de werkgever daarenboven de betrokken arbeid(st)ers, bij aangetekend schrijven, uit **tot** een onderhoud tijdens de werkuren op de **zetel** van de onderneming. Dit onderhoud heeft **tot doel** aan de arbeid(st)ers de gelegenheid te geven, zijn (haar) bezwaren tegen het door de werkgever voorgenomen ontslag kenbaar te maken.

Overeenkomstig de collectieve **arbeidsovereenkomst** van **7 mei 1976**, gesloten in het Paritair Comité voor het kleding- en **confectiebedrijf** betreffende het statuut van de syndicale afvaardigingen, inzonderheid artikel 9, kan de arbeid(st)er zich bij dit onderhoud **laten** bijstaan door een vakbondsafgevaardigde.

De opzegging kan ten vroegste **geschieden**, de **tweede** werkdag na de dag waarop dit onderhoud plaats had of waarop dit onderhoud voorzien was. De ontslagen arbeid(st)ers hebben de mogelijkheid de aanvullende regeling te aanvaarden of deze te weigeren en derhalve **deel** uit te maken van de arbeidsreserve.

IX. BETALING VAN DE AANVULLENDE VERGOEDING EN DE BIJZONDERE WERKGEVERSBIJDRAGEN

Artikel 18

De betaling van de aanvullende vergoeding wordt **maandelijks** uitgevoerd door het Sociaal **Waarborgfonds** voor de kleding- en confectienijverheid.

Het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid betaalt eveneens de bijzondere werkgeversbijdragen bedoeld in artikel 268 van de programmawet van 22 december **1989**, in artikel 141 van de programmawet van 29 december **1990** en in Hoofdstuk VI van **Titel XI** van de wet van 27 december

januari 2008

CONFECTIE-CAO ARBEIDERS

Codex 2007-2009

BRUGPENSIOEN 58 jaar 20/ 6

2006 houdende diverse bepalingen (I).

De aanvullende vergoeding wordt verder uitbetaald in **geval** van werkhervatting door de betrokkene.

X. SLOTBEPALINGEN

Artikel 19

De **administratieve formaliteiten**, nodig voor de uitvoering van deze collectieve **arbeidsovereenkomst**, worden door de raad van beheer van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid vastgesteld.

De aanvraag **om** de aanvullende vergoeding ten **laste** van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid te kunnen genieten gebeurt door de arbeid(st)er of door een **werknemersorganisatie** vertegenwoordigd in het paritair comité.

Artikel 20

De **algemene interpretatiemoeilijkheden** van deze collectieve arbeidsovereenkomst kunnen **door** de raad van beheer van het Sociaal Waarborgfonds voor de kleding- en confectienijverheid worden beslecht in de **geest van** en refererend **naar voormelde** collectieve arbeidsovereenkomst van **19** december 1974.

Artikel 21

Indien blijkt dat de op het afgeleverde **werkloosheidsdocument vermelde** gegevens niet in overeenstemming zijn met de bepalingen van de werkloosheidsreglementering en/of met de in deze collectieve arbeidsovereenkomst vermelde bepalingen **zal** de Directeur van het Sociaal Waarborgfonds van de kleding- en confectienijverheid de **Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening** daarvan onverwijld in **kennis stellen teneinde** te **komen tot** een correcte berekening van het verschuldigde brugpensioen.